

DÉTENTIONS ARBITRAIRES, TORTURES, DISPARITIONS FORCÉES, REPRÉSAILLES, VIOLENCE IMPUNITÉ

➤ Le 27 juin 2024, des agents de la de sécurité citoyenne de la ville de Mexico en civil ont de nouveau détenu arbitrairement Erik Ivan Razo Casales. Conduit au bureau du procureur d'Azcapotzalco pour enquête, il aurait été torturé par suffocation, battu et menacé d'attentat ou de préjudices -visant aussi sa famille- tout le long du trajet. Au bureau du procureur, il sera détenu au secret, sans que sa défense puisse pénétrer dans sa cellule. Ce n'est que le 28 juin 2024 que la Commission des droits de l'homme de la ville de Mexico a pu documenter son état de santé. Le 29 juin seulement, des conseillers juridiques de l'Institut fédéral de défense publique ont été autorisés à l'interroger. Malgré cela, le juge a qualifié sa détention de légale: il est accusé de port d'arme, d'atteinte à la santé publique et de corruption. Dans l'attente d'une prochaine audience, il se trouve en

liberté provisoire.

Le 27 mai 2022, le huitième juge de district de l'État de Mexico avait acquitté Erik Razo Casales des charges d'enlèvement et de crime organisé. Le même jour, il avait aussi ordonné sa libération immédiate du centre fédéral de réinsertion sociale "El Altiplano", où il était détenu depuis 11 ans. Lui et sa sœur Veronica ont été torturés par des agents de la police fédérale et forcés d'avouer un crime qu'ils n'avaient pas commis. Le 29 juillet 2021, le groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire a déterminé que la détention était arbitraire au vu de graves irrégularités dans l'exécution de l'arrestation- comme l'imposition de la détention provisoire ou de charges retenues contre eux sans preuves ou obtenues illégalement. D'autant qu'Erik avait été soumis à la torture afin qu'il s'accuse lui-même ou accuse des tiers.

Bien que la famille Razo Casales n'ait toujours pas obtenu réparation pour les préjudices précédents (détention arbitraire et actes de la police fédérale), l'arrestation sans décision de justice d'Erik constitue assurément un acte de représailles contre la famille Razo Casales. Celle-ci, en effet, a engagé des poursuites pénales contre les fonctionnaires responsables de la détention arbitraire dont Eric et Veronica ont fait l'objet en 2011. (OMCT)

Du 1er au 3 juillet 2024, la communauté nahua de Santa María Ostula, située dans le Michoacán (parfois surnommé«l'âme du Mexique» car il abrite une mosaïque de populations autochtones), a subi l'assaut d'un cartel criminel. La communauté a souligné que depuis le 1er juillet, des attaques armées avaient été menées contre les points de sécurité de la Garde communale, qui veille à la sécurité des habitants, mettant ainsi toute la population en danger.

Le 3 juillet, les assaillants ont agi au moyen de drones et d'armes de gros calibre. Un explosif a été lancé sur le tribunal central de d'Ostula, avant de viser des habitations et une école. Ces tirs ont été suivis d'une explosion toutes les 40 minutes environ, par drones. Des groupes d'environ 50 criminels ont ensuite encerclé la population désarmée, principalement des femmes, des enfants et des personnes âgées.

En raison de la gravité des événements, la communauté a informé les trois niveaux de gouvernement. Tous ont ignoré l'urgence qu'il y avait à désamorcer les attaques. Le matin du 4 juillet, des avions du Secrétariat de la Marine se seraient contentés de survoler la communauté avec un hélicoptère, qui ne s'est pas approché des zones d'où provenaient les attaques. Cela a généré des tensions au sein de la population.

La défense de l'autonomie et de l'autodétermination du peuple nahua vise notamment la récupération de son territoire, grignoté par des invasions et usurpations menées par différents cartels. En 2009, le groupe indigène est parvenu à récupérer un territoire d'environ 1 250 hectares, San Diego Xayakalán. Toutefois, en raison de son engagement pour la défense des droits humains, la communauté indigène de Santa María Ostula est confrontée à des attaques, des menaces, des disparitions et des assassinats perpétrés par des cartels. Face à cette violence les Nahuas ont renforcé leur cohésion et les normes qui régissent la communauté, l'impliquant ainsi davantage dans la participation et la mise en valeur de la « terre mère ».

(Obs_defenders)



(Illustration sur X)

En 2018, Lorenza Cano Flores a rejoint le collectif Salamanca, unidos para los desaparecidos , à la suite de la disparition de son frère José Francisco Cano Flores. Elle en deviendra l'un des membres les plus actifs. Le 15 janvier 2024, vers 22 heures, un groupe d'hommes armés fait irruption chez elle et l'emmène. Son mari et son fils, qui ont tenté de s'interposer, sont abattus sur place. Deux auteurs présumés, arrêtés une semaine plus tard, ont été relâchés faute de preuves. À ce jour, on ne sait toujours pas où se trouvent Lorenza et les assassins. Le Comité des Nations unies sur les disparitions forcées (CED), qui a reconnu la disparition forcée de Lorenza, a aussitôt engagé une action urgente. Il a demandé à l'État mexicain d'établir un plan de recherche complet et d'identifier le groupe d'hommes armés impliqué. Cependant, les recherches pour retrouver Lorenza se poursuivent sans résultat.

Le cas de Lorenza est représentatif de milliers de «mères chercheuses». Celles-ci tentent de compenser l'inaction de l'État mexicain dans la crise des disparitions. Constamment ces femmes sont confrontées à des menaces, violences physiques, voire à des disparitions et à des meurtres. Avec plus de 111 000 personnes disparues depuis 1962, au moins 234 collectifs de « mères chercheuses» se sont constitués à travers le pays. Inlassablement ils déterrent les corps en décomposition dans les fosses communes afin qu'ils puissent être identifiés par des experts médico-légaux, dont le travail est entravé par la négligence des autorités.

Ces mères qui ont vécu la disparition de leurs proches comme une première violence, rencontrent bien d'autres violences durant leur guête.

(ACAT France)